Le syndicalisme enseignant face aux associations de spécialistes, une alliance concurrentielle ?

L'exemple du SNES, de Mai 1968 à l'éclatement de la FEN

*Teachers unions and subject associations: a conflicting alliance? The case of the
Syndicat national des enseignements de second degré (1968-1992)*

Ismail Ferhat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2943>

DOI : 10.4000/histoire-education.2943

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 157-175

ISBN : 978-2-84788-651-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Ismail Ferhat, « Le syndicalisme enseignant face aux associations de spécialistes, une alliance concurrentielle ? », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 142 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2016, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2943> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2943>

Le syndicalisme enseignant face aux associations de spécialistes, une alliance concurrentielle ?

L'exemple du SNES, de Mai 1968 à l'éclatement de la FEN

Ismail Ferhat

Les professeurs de l'enseignement du second degré général et technique ont développé au cours du XX^e siècle deux formes majeures d'expression de leur identité professionnelle. La première est le syndicalisme enseignant. Après la Seconde Guerre mondiale, le spectre syndical du second degré comprend plusieurs organisations au poids non négligeable comme le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN) ou le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC). Néanmoins, l'engagement syndical des professeurs se fait d'abord par l'organisation la plus importante du secteur qu'est le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES)¹. L'autre type d'expression est constitué par les associations de spécialistes, c'est-à-dire des associations regroupant des personnels d'une même discipline (ou groupe de disciplines) appartenant surtout au second degré. Ces deux types d'organisations sont en retour fondés sur une conception identitaire de l'adhésion (« second degré » pour le syndicat, « spécialistes » pour l'association) qui incarne la dualité de l'activité professionnelle, fondamentale dans un enseignement secondaire spécialisé par discipline. Cette similarité des engagements au SNES et dans les associations de spécialistes est d'ailleurs soulignée par le syndicat, qui affirme explicitement en 1988 que

1 De 1946 à 1992, le SNES est membre de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Exclu en 1993, il fonde alors la Fédération syndicale unitaire (FSU), dont il est toujours le principal syndicat membre.

« l'identité disciplinaire fonde essentiellement l'identité enseignante [du second degré], la pratique du métier comme la formation des maîtres. La polyvalence est formellement considérée comme un handicap »². La double appartenance aux deux types d'organisations est courante dans le corps enseignant et l'alliance entre ces dernières a pesé à plusieurs occasions dans la définition et la mise en œuvre des politiques scolaires. Ceci a été notamment le cas sous la Quatrième République, dans le cadre du « Comité d'action universitaire » né en 1951, ou lors de la contestation du projet Billères en 1956³. Cependant, les registres d'action et les positions des uns et des autres ont pu diverger. Selon le secrétaire général du SNES, Étienne Camy-Peyret (1971-1980), si la convergence des organisations du second degré est souhaitable, les revendications ne peuvent pleinement s'exprimer qu'au travers de la structure commune aux personnels qu'est le syndicat⁴. Du point de vue syndical, le seul engagement dans les associations de spécialistes comporte à la fois le risque d'une fragmentation du milieu professionnel et le danger d'une forme d'apolitisme. De leur côté, comme le montre Patricia Legris dans le cas de l'histoire-géographie, les associations se considèrent comme les plus légitimes à intervenir dans la production des programmes d'enseignement du second degré⁵. La similarité des publics adhérents et militants a dès lors favorisé durablement une forme de concurrence quant à la prise en charge des questions relatives aux disciplines. Cette ambivalence a été particulièrement marquée lors de la période qui va de Mai 1968 à l'éclatement de la FEN en 1992. Cette scission bouleverse le paysage syndical enseignant (apparition de la FSU et de l'UNSA) et met fin à l'organisation de celui-ci autour d'une fédération hégémonique. C'est également un moment de transformation rapide du système éducatif qui se traduit par d'intenses bouleversements du second degré général et technique, liés à la démocratisation scolaire allant des années 1970 au début des années 1980⁶.

2 Claudine Wolikow, *L'Université syndicaliste* (revue du SNES), n°228, 13 janvier 1988.

3 François-Georges Dreyfus, « Un groupe de pression en action, les syndicats universitaires devant le projet Billères de réforme de l'enseignement (1955-1959) », *Revue française de science politique*, vol. 15, n°2, avril 1965, p. 213-250 ; Jean-Marie Donegani, Marc Sadoun, « La réforme de l'enseignement secondaire en France depuis 1945 : analyse d'une non-décision », *Revue française de science politique*, vol. 26, n°6, 1976, p. 1125-1146.

4 « Éditorial », *L'Université syndicaliste*, n°11, 2 février 1972.

5 Patricia Legris, *L'écriture des programmes d'histoire en France (1944-2010). Sociologie historique d'un instrument d'une politique éducative*, thèse de doctorat, université Paris 1, 2010. Publiée sous le titre : *Qui écrit les programmes d'histoire?*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2014.

6 Guy Lapostolle, « Du bon usage de la démocratisation. L'exemple des politiques éducatives en France

Ces mutations concernent à la fois les structures (création du collège unique en 1975, création du baccalauréat professionnel, fixation d'un objectif ambitieux de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat *via* notamment la création du baccalauréat professionnel) et les effectifs scolarisés. Pour la première fois de l'histoire de France, plus de la moitié d'une classe d'âge accède en effet au baccalauréat en 1992, contre 19,6 % en 1968. Ces évolutions expliquent la très forte augmentation du nombre des enseignants du second degré et son corollaire, les modifications de leurs caractéristiques sociologiques (féminisation accrue, montée du niveau de diplômes, évolution des origines sociales avec la question complexe d'un éventuel « embourgeoisement »)⁷.

Dans ce contexte de transformations rapides, il s'agit d'interroger l'évolution des interactions entre le SNES et les associations de spécialistes et d'analyser la façon dont un syndicat enseignant du second degré peut agir et militer dans un domaine (les spécialités) où d'autres structures militantes existent déjà. L'exploitation de diverses sources émanant du SNES (archives, publications dont *L'Université syndicaliste* et *SNES informations*, conseils nationaux, congrès) permet de distinguer trois phases⁸. La première période, allant de 1968 à 1973, est marquée par les critiques du syndicat vis-à-vis des associations de spécialistes. À cette phase de tensions succède une période d'interactions plus étroites de 1973 à 1980, dans un contexte de réforme accélérée de l'enseignement secondaire. Enfin, les années 1980 voient la volonté du SNES d'être son propre recours en matière de spécialités, freinant la collaboration engagée la décennie précédente.

I. L'après 68 : deux champs qui s'opposent ?

Les années 1968-1973 cumulent les facteurs qui perturbent les rapports entre le SNES et les associations de spécialistes. Ceux-ci affectent certes ces liens. Cependant, la période ne les remet en cause que partiellement, tant les interactions restent fortes dans la pratique syndicale.

depuis le début des années 1980», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°86, février 2005, p. 107-121. Sur la seconde vague de démocratisation après 1985, voir Pierre Merle, *La démocratisation de l'enseignement*, Paris, La Découverte, 2009.

7 Pour une discussion critique sur les mutations sociales du monde enseignant, voir Géraldine Farges, « Le statut social des enseignants français », *Revue européenne des sciences sociales*, n°49, janvier 2011, p. 157-178.

8 Cet article s'appuie également sur un travail de thèse soutenu en 2013 : Ismail Ferhat, *Socialistes et enseignants : le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2013.

1. Des relations en profonde transformation

La période qui suit les événements de Mai 68 constitue un tournant multiforme pour le SNES⁹. Elle est d'abord le moment d'une mutation interne du syndicat qui fusionne en 1966 avec le SNET (enseignement technique). L'année suivante, le courant *Unité et Action*, nettement marqué à gauche et prônant un syndicalisme revendicatif, devient majoritaire. Ses militants ont, en matière d'affiliations militantes associatives, un profil différent de celui des membres de l'ancienne majorité syndicale, dite « autonome ». Cette dernière domine toujours au sein de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) à laquelle le SNES est affilié. C'est le cas en particulier de la sociabilité laïque, dont les « autonomes » du SNES étaient proches. La nouvelle majorité comprend un nombre non négligeable de chrétiens parmi ses animateurs (Pierre Antonini, Jean Petite, Étienne Camy-Peyret) et tient un discours parfois plus critique sur les organisations laïques¹⁰.

Dans le même temps, le champ plus général de la syndicalisation se transforme. La décennie 1965-1975 connaît un quasi-doublement des effectifs enseignants exerçant dans les établissements du second degré¹¹. Une partie importante (82 400 en 1975) est composée par les instituteurs exerçant dans le premier cycle du second degré et les professeurs d'enseignement général des collèges (PEGC)¹². Recrutés depuis 1969 sous ce statut (il existait déjà auparavant des maîtres polyvalents dans les collèges d'enseignement général), les PEGC, qui sont des enseignants bivalents, entretiennent un rapport complexe aux associations de spécialistes. Ceci s'explique par leur spécificité professionnelle : ils peuvent enseigner simultanément deux spécialités parfois très différentes, sans pour autant avoir une formation universitaire équivalente aux professeurs certifiés¹³. De même, ils déstabilisent les syndicats enseignants : le Syndicat national des instituteurs (SNI) a longtemps hésité sur la position à tenir vis-à-vis de cette catégorie dont il a combattu la création mais qu'il

9 Alain Dalançon, *Histoire du SNES. Les années tournant (1967-1973)*, Paris, IRHSES, 2007.

10 Jean Petite, « Être laïque aujourd'hui c'est être socialiste », *L'Université syndicaliste*, n° 13, 19 février 1969.

11 Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. t. 4 : L'école et la famille dans une société en mutation*, Paris, Perrin, 2004, p. 322 (1re éd. 1981).

12 Jean-Michel Chapoulie, *Les professeurs de l'enseignement secondaire : un métier de classe moyenne*, Paris, Maison des sciences de l'Homme, 1987, p. 41.

13 Dominique Bret, « Les professeurs d'enseignement général de collège, un corps entre deux ordres », in Renaud d'Enfert, Joël Lebaume (dir.), *Réformer les disciplines. Les savoirs scolaires à l'épreuve de la modernité, 1945-1985*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 155-180.

syndique. Il devient d'ailleurs le SNI-PEGC à partir de 1976¹⁴. De son côté, le SNES alterne entre la critique globale d'un corps recruté à un niveau inférieur à la licence et des tentatives – aussi locales que rares – de lui ouvrir l'adhésion. Par ailleurs, le profil des enseignants du second degré se transforme de façon plus générale (féminisation, rajeunissement, origines sociales plus modestes). Enfin, le SNES s'ouvre aux travaux de la sociologie critique de l'éducation¹⁵, et ceci a des conséquences sur les analyses pédagogiques du syndicat qui fixe un objectif supplémentaire à son action, à savoir la lutte, au sein du second degré, contre «la reproduction socio-scolaire»¹⁶.

2. Les associations de spécialistes, source de «dispersion des efforts» pour le SNES ?

Les évolutions du SNES se reflètent dans deux prises de position de la direction du syndicat. D'une part, pour son équipe dirigeante, celui-ci «est autorisé à parler au nom de la grande majorité des enseignants du second degré»¹⁷. D'autre part, l'approche critique des structures des enseignements secondaires devient un élément important de l'activité syndicale, dans la perspective de leur transformation après Mai 1968¹⁸. C'est une position audacieuse, dans une période où le syndicat connaît un léger repli lié au départ des enseignants qui dénoncent l'appui du SNES aux mouvements sociaux, étudiants et lycéens¹⁹. Les organisations plus conservatrices, comme le SNALC ou le CNGA (Confédération nationale des groupes autonomes) connaissent de ce fait une influence accrue.

Certes, l'appareil syndical se refuse à la radicalisation qui travaille au même moment une autre force syndicale du second degré, le Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN). Celui-ci, après mai 1968, connaît une forte poussée contestataire, qui conduit au départ de l'aile la plus modérée

14 André Robert, «Le SNI et le corps des PEGC, du trouble à la conversion. Une recomposition identitaire (1954-1976)», in Françoise Bosman, Jean-François Chanut, Laurent Frajerman, Jacques Girault (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992). Histoire et archives en débats*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010, p. 123-137.

15 Philippe Masson «Premières réceptions et diffusions des Héritiers (1964-1973)», *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 13, février 2005, p. 69-98.

16 *L'Université syndicaliste*, n° 5, 8 novembre 1972.

17 André Drubay, «Le SNES et la rentrée 1968», *L'Université syndicaliste*, n° 1, 25 septembre 1968.

18 Motion sur les problèmes pédagogiques du SNES, 13-15 septembre 1968 (Archives IRSHE-SNES).

19 Alain Dalançon, *Histoire du SNES*, op. cit.

(dont l'historien Antoine Prost ou le mathématicien Jean-Louis Piednoir)²⁰. Le SNES s'engage dès lors, dans la première moitié des années 1970, dans une politique d'équilibre entre revendications novatrices et attention à un champ de syndicalisation tiraillé par des positions centrifuges²¹. Cette stratégie a des conséquences sur le rapport aux champs disciplinaires : le syndicat affirme la liberté, pour ses adhérents, de militer au sein des associations de spécialistes et prône vis-à-vis de celles-ci « la meilleure coopération » possible²², traduction concrète de cette volonté plus générale d'équilibre. Cette affirmation n'empêche pas un regard critique sur les associations de spécialistes, qui tient à plusieurs types d'arguments. Tout d'abord, leur légitimité (fondée sur une spécialité) est considérée comme un facteur qui empêche l'émergence d'une identité commune au second degré en pleine mutation. En effet, le SNES refuse « les tendances sporadiques à constituer des amicales corporatistes qui aboutiraient à la dispersion des efforts, au fractionnement, à l'affaiblissement général »²³. Cette dénonciation plutôt abrupte résulte du croisement de deux projets du SNES. Le premier consiste dans la volonté de globaliser les revendications – revendications que seul le syndicat serait à même de porter. Le second résulte de la nouvelle grille d'analyse que les militants du SNES tirent de la sociologie critique de l'éducation. Ce lien entre la critique d'une approche disciplinaire conservatrice et une sensibilité bourdieusienne est parfois explicite dans les publications du syndicat. Elle apparaît ainsi dans le cas de l'enseignement du français, auquel on attribue une fonction supposée de tri social des élèves²⁴. De plus, leurs oppositions d'intérêt grèveraient l'action revendicative. Selon le secrétaire pédagogique du SNES, Jean Petite, « le conflit des spécialistes a été aussi une cause d'immobilisme »²⁵. Certaines associations sont nommément critiquées, comme l'Association des professeurs de langues vivantes (APLV) en 1971, dont les revendications particulières (horaires, programmes) paraissent ne pas se soucier des enjeux plus globaux de démocratisation du second degré²⁶.

20 Madeleine Singer, *Le SGEN des origines à nos jours*, Paris, Cerf, 1993.

21 « Les 4 jours de Pierre Snessable », *L'Université syndicaliste*, n° 12, septembre 1970.

22 Dossier « Le SNES et son domaine de responsabilité », section « coopération avec les sociétés de spécialistes », 25 septembre 1968.

23 *Ibid.*

24 « Problèmes pédagogiques : le français en question », *L'Université syndicaliste*, n° 17, 13 mai 1970.

25 Dossier du SNES, « La recherche pédagogique en France : mythe ou réalité ? », 21 octobre 1970.

26 Rapport pédagogique, *L'Université syndicaliste*, n° 12, 17 février 1971.

Cette accusation reflète un reproche plus global, celui d'une certaine forme de conservatisme de la part d'associations qui seraient peu présentes dans les luttes sociales : «Apolitique, au-dessus des partis et des syndicats, l'association défend souvent une spécialité au mépris des autres»²⁷. Cette critique doit être reliée à l'émergence ou au renforcement, après Mai 1968, de syndicats plus conservateurs, CNGA et SNALC, qui se veulent notamment les défenseurs des associations de spécialistes. Cette position critique n'est cependant pas limitée à la seule direction nationale du SNES. Lors d'une réunion du syndicat du 28 et 29 janvier 1970, le responsable pour l'académie de Rennes, Jean-Yves Jaouen, critique le «repli sur les positions de spécialistes». Les secteurs du SNES les plus proches des mouvements pédagogiques, comme le Groupe français d'Éducation nouvelle (GFEN), contribuent aussi à diffuser de telles critiques au-delà du seul espace syndical²⁸.

3. Des liens qui se maintiennent malgré les tensions

Ces critiques peuvent donner l'impression d'une crise entre le syndicat et les associations de spécialistes. En réalité, plusieurs facteurs favorisent le maintien d'une coopération régulière entre les deux champs. Le type de militantisme promu par le SNES depuis 1967 encourage la présence de ses militants dans tous les types d'organisations du second degré. À l'occasion d'un colloque syndical les 18 et 19 avril 1970, le secrétaire général du SNES André Drubay (1967-1970) souhaite ainsi «sortir les spécialités de leur donjon ou de leur ghetto»²⁹. Plutôt que d'en détourner les syndiqués, il les appelle au contraire à participer aux associations de spécialistes pour peser en leur sein. La critique de celles-ci ne vise donc pas à remettre en cause la traditionnelle double appartenance au champ syndical et au champ associatif³⁰. Cette position est renforcée par la structure même de l'appareil syndical : le SNES ne possède pas, à cette époque, de structures dédiées aux spécialités suffisamment développées pour se passer de l'expertise des associations de spécialistes. Enfin, certains militants syndicaux dénoncent les dangers d'une remise en cause de ce champ associatif, perçu comme un élément structurant de l'identité professorale. Ceux-ci soulignent

27 Dossier du SNES «La recherche pédagogique en France...», *op. cit.*

28 Jean-Gabriel Cohn-Bendit, «Les sauvages de la pédagogie», *L'Université syndicaliste*, n° 12, 17 février 1971.

29 Dossier du SNES «La recherche pédagogique en France...», *op. cit.*

30 Jean Petite, entretien avec l'auteur, 13-14 janvier 2009.

d'ailleurs le danger d'une concurrence du SNALC qui pourrait bénéficier d'un tel rejet en bloc³¹.

Ces convergences entre le SNES et les associations de spécialistes se traduisent par une série d'actions communes, qui montrent que leurs relations ne sont nullement remises en cause par les critiques. Ainsi, le 29 août 1968, le syndicat et l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP) mènent ensemble une initiative auprès du ministère de l'Éducation nationale à propos de l'agrégation de mathématiques, afin d'améliorer les conditions de préparation des candidats. Les actions de l'APMEP sont d'ailleurs saluées par le syndicat³². De même, le 26 février 1970, le SNES organise avec l'APLV et l'Association des professeurs de langues néo-latines une conférence de presse commune afin de promouvoir l'enseignement des langues vivantes auprès de l'opinion. L'APLV était pourtant critiquée dans les colonnes de la revue du syndicat : le discours critique à l'encontre des associations de spécialistes, qui se répand après mai 1968, est en décalage avec la pratique quotidienne dans laquelle elles restent incontournables.

De manière plus fine, le syndicat distingue, dans le cadre d'un dossier pédagogique publié en 1970, différentes catégories d'associations de spécialistes, définies à la fois par leurs rapports avec les contenus disciplinaires et par leurs réactions face aux évolutions de l'enseignement du second degré³³. La connaissance de cette typologie permet de mieux comprendre les différentes stratégies syndicales vis-à-vis du champ associatif, par-delà les proclamations globalisantes. La première catégorie est constituée des associations représentant les enseignements fondamentaux qui seraient, selon le syndicat, déstabilisés par les mutations des collèges et des lycées. Sont citées l'APMEP, la Société des professeurs de français et de langues anciennes (ou Franco-ancienne), l'Association française des professeurs de français et l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public. Les rapports entre syndicat et associations au sein de ce groupe sont relativement hétérogènes : ils paraissent faibles avec l'association des enseignants de philosophie – très peu d'actions sont menées avec celle-ci – mais par contre soutenus avec l'APMEP. Une deuxième catégorie, à laquelle le syndicat souhaite donner une importance plus grande,

31 Jacques Schneibling, «La poussée du SNALC ou faut-il tuer les vieux professeurs?», *L'Université syndicaliste*, n°8, 8 janvier 1969.

32 Rapport pédagogique, *L'Université syndicaliste*, n° 12, 17 février 1971.

33 Dossier du SNES, «La recherche pédagogique en France...», *op. cit.*

renvoie aux associations des enseignements techniques (comme l'Association des étudiants et professeurs d'arts et sciences domestiques ou l'Association nationale des professeurs d'éducation manuelle). Qualifiées d'associations de disciplines «non-intellectuelles» (sic), elles sont perçues comme un secteur d'avenir et, implicitement, plus en phase avec la volonté de démocratisation scolaire portée par le SNES. La dernière catégorie distinguée est celle des associations d'enseignants maîtrisant plusieurs spécialités. Sont citées ainsi la Société des professeurs d'histoire et de géographie (SPHG), l'Association des professeurs de biologie-géologie (APBG), l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES). Ce sont du reste ces dernières qui sont les plus positivement perçues par le syndicat au début des années 1970. Cette typologie suggère plus généralement que le SNES ne souhaite pas, quelles que soient les sévères critiques portées aux associations de spécialistes, renoncer à des rapports étroits avec elles. Cette position évolue ensuite vers un rapprochement entre le syndicat et ces dernières.

II. Un rapprochement à bases multiples (1973-1980)

Les années suivant Mai 1968 ont pu être, pour le syndicat, celles de prises de position plus critiques vis-à-vis des associations de spécialistes. *A contrario*, la seconde moitié des années 1970 constitue un moment de proximité accrue et multiforme entre les deux types d'organisations. Celle-ci est notamment liée à la mutation des débats et des politiques publiques en matière d'éducation, qui rapprochent le SNES de ces associations.

1. Un contexte favorable au rapprochement

Le contexte de la période qui va de 1972-1973 à la fin des années 1970 favorise un rapprochement entre le SNES – ou du moins de sa majorité – et les associations de spécialistes. Ce rapprochement est notamment lié aux recompositions internes du syndicat, au sein duquel les positions critiques vis-à-vis de ce champ associatif sont progressivement confinées aux courants minoritaires, comme la tendance d'extrême gauche «École émancipée»³⁴, qui dénoncent le traditionalisme pédagogique et le conservatisme politique que la majorité du syndicat aurait portés après Mai 1968. La période correspond également à la

34 Tribune «École Emancipée», *L'Université syndicaliste*, n°20, 21 février 1979.

cristallisation des oppositions au sein de la FEN en termes de projets éducatifs. En juillet 1971, le SNI présente son projet dit d'« école fondamentale », qui vise à créer un ensemble cohérent regroupant le premier degré et le premier cycle du second degré. Le SNES dénonce un programme qui affaiblirait les contenus disciplinaires et menacerait la légitimité des professeurs certifiés et agrégés à enseigner en collège³⁵. Il élabore entre 1976 et 1981 son propre projet scolaire, dit de l'« école progressive ». Celui-ci prône une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans organisée en trois degrés successifs³⁶. Au sein de ce projet, les spécialités jouent un rôle fondamental : à partir de la sixième, il préconise des maîtres bénéficiant d'une formation universitaire d'un niveau bac + 5 et monovalents. Dans ce contexte, la coopération avec les associations de spécialistes est facilitée, le syndicat préconisant un renforcement de la spécialisation des enseignants, ce qui vise de fait les PEGC bivalents. Enfin, les débats et projets sur le second degré, qui se multiplient jusqu'aux réformes du ministre René Haby (1974-1978), permettent un rapprochement entre le syndicat et les associations. Le 14 octobre 1971, le ministre de l'Éducation nationale Olivier Guichard (1969-1972) annonce la mise en place d'une « commission de sages » sur la redéfinition du métier d'enseignant du second degré. Le SNES dénonce celle-ci, perçue comme une menace pour le professorat³⁷. En 1973, le recteur Gérard Antoine, personnalité influente du monde éducatif, prône dans la revue *Preuves* un « SMIC culturel », qui vise à assurer un socle commun de connaissances à tous les élèves³⁸. Cette idée se retrouve lors du Colloque national sur l'éducation organisé par le ministère du 21 au 23 novembre 1973. L'expression, qui pouvait apparaître comme ambiguë, suscite l'ire du SNES et des associations de spécialistes, qui craignent une réduction des exigences et des contenus scolaires. Le projet de réforme du premier cycle du second degré porté par le ministre de l'Éducation nationale Joseph Fontanet (1972-1974), et surtout la loi Haby du 11 juillet 1975 instituant le collège unique, suscitent à leur tour des critiques convergentes du syndicat et des associations. Cette dénonciation commune contribue là aussi à les rapprocher.

35 Suzanne Caussat, Jean Petite, « Questions pédagogiques », *L'Université syndicaliste*, n° 13, 21 février 1973.

36 « Le secondaire : une idée neuve », *L'Université syndicaliste*, n° 13, 7 décembre 1977.

37 « Motion générale : les établissements de second degré comme lieux d'éducation », *L'Université syndicaliste*, n° 15, 13 avril 1972.

38 *Preuves*, n° 13, 1er trimestre 1973.

Une nouvelle configuration des rapports entre le SNES et les associations de spécialistes émerge dès lors. Dans un dossier intitulé « Réformer le second cycle ? » publié au début de l'année 1972, la revue du SNES ouvre ses colonnes à des associations de spécialistes (dont la SPHG, l'APMEP, l'APBG, l'Union des physiciens)³⁹. Cette collaboration résulte d'une demande de la base : les structures locales du syndicat, souvent composées d'enseignants à la fois syndiqués et membres d'une association de spécialistes, souhaitent une meilleure prise en compte des spécialités disciplinaires⁴⁰. Elle procède également d'un rapprochement des directions du SNES et des associations de spécialistes face aux projets de réforme du secondaire. Cette collaboration est prônée dès la mise en place de la commission des sages réunie par Olivier Guichard, pour contester la réduction éventuelle des programmes d'enseignement. Dans ce contexte de lutte contre les projets ministériels, les associations de spécialistes sont qualifiées d'« organisations amies »⁴¹. Lors du Conseil national du syndicat des 16 et 17 novembre 1972, le secrétaire pédagogique du SNES Jean Petite propose des collaborations plus poussées contre les propositions gouvernementales – à un moment où la question du premier cycle du second degré est posée de manière insistante par le ministère de l'Éducation nationale. Ce tournant est confirmé dans le rapport d'activité de 1973 :

« Le SNES poursuit sa politique de contacts avec les mouvements pédagogiques ou de formation permanente [...] ainsi qu'avec les associations de spécialistes, favorisant par ses informations (notamment, à propos de la réforme du second cycle) une convergence qui se manifeste aujourd'hui »⁴².

Cette convergence se traduit, pour le SNES, par la nécessité de synthétiser les demandes (parfois conflictuelles et rivales) des différentes associations de spécialistes. C'est une stratégie qui pourrait être qualifiée de front du second degré. Celui-ci permet précisément de catalyser une position commune, qui viserait à préserver les intérêts de l'ensemble des spécialités. Cette globalisation des revendications associatives suppose en retour une opposition tendancielle du syndicat aux allègements de programmes. Cette dernière position n'était pas clairement affirmée par le SNES avant 1973, d'autant que le syndicat développait

39 *L'Université syndicaliste*, n° 10, 19 janvier 1972.

40 Cf. ainsi la lettre d'une adhérente du SNES de Limoges à *L'Université syndicaliste*, n° 10, 19 janvier 1972.

41 Étienne Camy-Peyret, « Alliances pour la bataille », *L'Université syndicaliste*, n° 11, 2 février 1972.

42 Rapport d'activité pour la période avril 1971-avril 1973, section « Le SNES et les aspects pédagogiques d'une politique scolaire ».

une critique des contenus d'enseignement inspirée de la sociologie bourdieusienne. Elle devient désormais stratégique, tant elle est implicitement perçue comme une condition *sine qua non* des bonnes relations avec les associations⁴³. Certes, le SNES souligne ne pas être hostile à des « allègements substantiels » de programmes. Cependant, il affirme immédiatement après cette nuance être contre « des amputations qui ne seraient pas compensées par des conditions pédagogiques réellement améliorées et rendant possible un réel approfondissement des connaissances »⁴⁴. Ceci explique la position prudente du SNES sur la circulaire du 7 mars 1973 instituant les 10 % d'autonomie dans la gestion de l'horaire global dans le second degré. Le syndicat est cependant moins critique vis-à-vis de cette mesure que le SNALC, qui la refuse totalement⁴⁵.

2. Les formes et les réseaux d'une collaboration croissante

Au sein du SNES, la position plus favorable aux associations de spécialistes se traduit par la spécialisation de certains cadres et militants syndicaux. Les liens entre les deux champs sont notamment assurés au niveau de l'appareil national par deux militants *Unité et Action*, relevant du secrétariat pédagogique de Jean Petite : Annette Krakowski, agrégée de sciences naturelles au lycée Claude Monet à Paris, et Jean Chaubard, agrégé de philosophie au lycée Claude Bernard à Paris. Tous deux sont des militants dotés d'une double légitimité : syndicale (membres des instances nationales du SNES jusqu'en 1981, Annette Krakowski était jusqu'à cette date membre du Conseil de l'enseignement général et technique pour le syndicat) et scientifique (Annette Krakowski ayant effectué des recherches en embryologie durant les années 1960 et Jean Chaubard travaillant dans le domaine de la logique). Chacun prend en charge les relations avec les associations de spécialistes qui relèvent de son champ disciplinaire : disciplines scientifiques pour Annette Krakowski, disciplines littéraires pour Jean Chaubard. Ces contacts s'enrichissent également des affinités électives qui existent entre le SNES et certaines associations de spécialistes. Avec l'APMEP, le syndicat entretient ainsi durant les années 1970 des interactions importantes, dépassant le seul champ des mathématiques. La journée d'étude « Quelle formation pour les maîtres aujourd'hui ? », qui se

43 Dossier « Les allègements de programme », *L'Université syndicaliste*, n° 19, 6 juin 1973.

44 *Ibid.*

45 « Éditorial », *Quinzaine universitaire* (revue du SNALC), n° 743, 15 septembre 1973.

tient le 16 novembre 1973, est organisée conjointement par les deux organisations. Enfin, le caractère traditionnellement multipositionné d'une partie des militants, qui sont actifs à la fois dans le syndicat et dans une association de spécialistes, contribue à fluidifier les rapports entre ces deux champs. Certains candidats du SNES aux élections professionnelles, en particulier chez les agrégés et pour les chaires supérieures, sont membres d'associations de spécialistes. Comme le souligne Yves Verneuil, cette interpénétration est ancienne⁴⁶. C'est le cas en 1978 de François Blain, président de l'Union des physiciens, qui est candidat du SNES pour les élections professionnelles cette année. En sens inverse, des responsables du syndicat sont aussi présents dans les instances dirigeantes de certaines associations de spécialistes, ainsi à l'APMEP avec Étienne Camy-Peyret.

La fin des années 1970 confirme la pratique d'un front commun du second degré réunissant SNES et associations de spécialistes. Celui-ci peut avoir une certaine influence sur la politique ministérielle, comme le démontre le succès de la campagne sur les langues vivantes. Celle-ci est menée en réaction aux propositions d'une classification des langues selon leur utilité supposée, faites par le secrétaire d'État à l'Éducation, Jacques Pelletier, lors d'un colloque public sur le thème «Langues et coopération européenne» tenu à Strasbourg le 17 avril 1979. Le SNES et les associations de spécialistes des disciplines concernées organisent des assises nationales des langues vivantes à Paris les 1^{er} et 2 décembre 1979, qui débouchent sur la mise en place d'une structure permanente, la «Charte des langues vivantes», regroupant le SNES et l'APLV en particulier. Cette action entraîne un recul du secrétaire d'État et la réaffirmation ministérielle de la non-hiérarchie des langues vivantes. Si elle est victorieuse, cette action catalyse aussi une nouvelle approche du syndicat, qui veut désormais internaliser le traitement des spécialités dans l'appareil syndical⁴⁷. C'est au moment même où la collaboration entre les associations et le syndicat est la plus intense que ce dernier approfondit son intérêt pour les contenus d'enseignement. Devenus des objets de l'action syndicale, ils ont ainsi été considérés de manière croissante comme relevant du domaine d'intervention directe du SNES.

46 Yves Verneuil, «Les professeurs de l'enseignement secondaire au début du XX^e siècle : entre corporatisme et esprit de catégorie», *Carrefours de l'éducation*, n° 17, janvier-juin 2004, p. 102-117.

47 «Les langues vivantes, première étape de l'action du SNES sur les disciplines», *L'Université syndicaliste*, n° 10, 14 novembre 1979.

III. Les années 1980 : alliance ou indifférence ?

Les années 1980 sont le moment d'un tournant du SNES, qui s'intéresse désormais directement – et sans l'intermédiation des associations de spécialistes – aux contenus d'enseignement. Or, cet intérêt plus soutenu relance la critique de ces associations et pose le problème des moyens à disposition du syndicat pour aborder en interne les problèmes des spécialités.

1. Des transformations qui pèsent à nouveau sur les interactions

À partir de 1978, l'ensemble du mouvement syndical français, y compris enseignant, entre dans une phase de désyndicalisation⁴⁸. L'effritement est spectaculaire à la FEN, qui passe entre 1978 et 1991 de 550 000 adhérents à moins de 340 000 adhérents⁴⁹. Pour sa part, le SNES connaît une baisse moins heurtée de ses effectifs, liée à la compensation qui résulte de l'expansion du second degré durant les années 1980. Dans le contexte de la « deuxième vague de démocratisation » qui se traduit par une massification de l'accès au baccalauréat entre 1985 et 1995, le nombre de professeurs du second degré augmente fortement. Ces derniers deviennent désormais majoritaires dans le monde enseignant.

La crise de la syndicalisation est concomitante de changements dans les rapports de force pédagogiques au sein du champ syndical. Le projet d'école fondamentale est abandonné par la FEN en 1986. Or, il constituait l'une des causes de l'intensification des rapports entre le SNES et les associations des spécialistes, durant les années 1970, qui se retrouvaient dans la crainte d'une éviction (partielle ou totale) des enseignants mono-disciplinaires des collèges. Les politiques éducatives des années 1980 confirment par ailleurs la clarification du statut des enseignants du premier cycle du second degré. Le corps des PEGC, dont le recrutement a été supprimé une première fois en 1981, entre en extinction en 1986. À partir de cette date, l'enseignant spécialisé devient la norme au collège comme au lycée.

Corollaire ou conséquence des transformations morphologiques du corps enseignant, le syndicalisme connaît à la même époque des évolutions signifi-

48 Bertrand Geay, *Le syndicalisme enseignant*, Paris, La Découverte, 2010.

49 Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, p. 347.

catives. Le modèle traditionnel du militant, souvent multi-positionné, tend à se raréfier, avec le déclin du temps consacré au militantisme et le recul de la multi-appartenance⁵⁰. L'évolution des rapports entre le SNES et les associations de spécialistes tient également au développement par le premier d'un syndicalisme de service, ou, pour reprendre l'expression de Michel Dreyfus, d'un « syndicalisme à base multiple » au cours des années 1980⁵¹. Cette expression désigne la transformation de l'activité syndicale, qui ajoute à ses fonctions classiques (revendication, représentation) des pratiques de syndicalisme dit de service afin de fidéliser les adhérents. Si les services traditionnels du syndicalisme enseignant sont renforcés, le « syndicalisme à base multiple » entraîne aussi la création de nouveaux types de structures ou d'activités au sein de l'organisation syndicale. Parmi les nouvelles missions que le SNES souhaite remplir dans les années 1980 figure le traitement des questions relatives aux spécialités.

2. La progressive prise en charge syndicale des spécialités

Dans le cadre de la mobilisation autour de la question des langues vivantes de 1979, la direction du SNES souhaite faire émerger de nouvelles structures syndicales internes, dédiées aux questions de contenus disciplinaires. Le bureau national du 24 octobre 1979 décide ainsi « d'organiser une action nationale par groupes de disciplines pour ceux qui enseignent et par fonctions pour les autres (éducation, surveillance, documentation, orientation) ». Entre 1979 et 1981, le SNES organise de façon régulière des initiatives qui mettent en avant, au sein des actions nationales et locales et des publications, une discipline ou un groupe de disciplines, pendant plusieurs semaines. Cette intégration des préoccupations disciplinaires dans l'action syndicale est formalisée dans une motion du congrès national des 26-28 mars 1980 :

« La réflexion collective sur les contenus et les démarches en vue de propositions est un moment de l'action syndicale. La pédagogie comme les contenus ne sont pas neutres et le syndicat, s'il doit respecter le pluralisme, se doit aussi d'analyser les implications des contenus et démarches »⁵².

Cette transformation de la place des disciplines dans les préoccupations du syndicat prend sens au regard d'autres évolutions. D'une part, les relations

50 Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998.

51 Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995, p. 325.

52 « Propositions du SNES dans les luttes aujourd'hui vers l'école de demain », congrès national de Clermont-Ferrand, 26-28 mars 1980.

du SNES avec certaines associations de spécialistes sont restées médiocres, ainsi avec l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public – cette dernière étant considérée comme plutôt conservatrice⁵³. Entre les deux organisations, les divergences – ainsi sur les contenus et les méthodes d'enseignement de la discipline – sont sensibles lors des États généraux de la philosophie des 16 et 17 juin 1979. De ce point de vue, la stratégie d'un front du second degré connaît des limites. D'autre part, des changements humains et organisationnels au sein de l'équipe dirigeante du SNES modifient les équilibres précédents. Les chevilles ouvrières des relations avec les associations de spécialistes, Annette Krakowski et Jean Chaubard, quittent leurs fonctions nationales le 26 juin 1981. Ils restent cependant actifs dans le domaine de la recherche pédagogique, la première en participant notamment au conseil de rédaction des *Annales de la didactique des sciences*, et le second en travaillant à l'usage de l'informatique pour les tests de logique. Dans le même temps, le secrétariat national «enseignement», dirigé par Louis Weber, cadre influent du SNES qui avait co-présidé la Charte des langues vivantes avec l'APLV, se renforce. Ce secrétariat national met en place des groupes de réflexion disciplinaires au sein du syndicat, associant les niveaux nationaux et locaux du SNES. En 1980, trois groupes semblent actifs : philosophie, mathématiques, sciences naturelles, les autres groupes disciplinaires se mettant progressivement en place durant la décennie. À partir de 1981 émergent, au sein de la revue *L'Université syndicaliste*, des rubriques spécifiques consacrées aux questions de contenus d'enseignement, ou aux fonctions spécialisées (conseillers principaux d'éducation – CPE, psychologues scolaires, conseillers d'orientation). Face à certains militants qui craignent une concurrence avec les associations de spécialistes, la direction syndicale affirme la légitimité de l'organisation à traiter des disciplines : «Il ne s'agit ni de créer de faux problème, ni d'enfoncer une porte ouverte : le SNES intervient dès aujourd'hui sur ces questions»⁵⁴. Afin de légitimer cette offensive dans le champ traditionnel des associations de spécialistes, Louis Weber renoue avec la critique qui en était faite avant 1973, affirmant que seul le syndicat permet «de dépasser les étroitesse inévitables des

53 Roger Genton, Jean Petite, «Que va-t-on faire de la philosophie?», *L'Université syndicaliste*, n°22, 5 mars 1980.

54 Louis Weber, «Contenus d'enseignement, avancer sans tarder», *L'Université syndicaliste*, n°54, 28 avril 1983.

approches trop spécialisées»⁵⁵. À nouveau, les associations de spécialistes sont accusées d'être repliées sur un ghetto disciplinaire, voire d'être des sources de conservatisme pédagogique. À la différence de l'après Mai 1968, cette critique légitime désormais une intervention directe du syndicat dans leur domaine de compétence.

Presque immédiatement, cette prise en charge proclamée par le SNES des questions de contenus et de disciplines suscite de vifs débats internes. Ainsi, lors du conseil national des 24-25 juin 1980, des militants de la minorité « autonome » dénoncent ce qu'ils perçoivent comme une dérive de l'action syndicale, les contenus d'enseignement devant selon eux rester des sujets extérieurs à l'organisation. On peut faire l'hypothèse que la culture de l'ancienne majorité du SNES, ayant défendu la stricte délimitation des champs de compétences des deux types d'organisations, est alors en contradiction avec cette évolution. La critique se retrouve de manière récurrente dans les années 1980 : elle souligne la contradiction entre le but du syndicat (qui est de globaliser) et celui de l'association de spécialistes (présentée comme menant une action sectorielle). Cependant, le recul général des courants minoritaires au sein du SNES depuis 1968 affaiblit la portée de cette critique. En réalité, la principale limite à cette stratégie d'intégration des contenus d'enseignement au champ de l'action syndicale est structurelle. Sa mise en œuvre concrète est rendue difficile dans un contexte de désyndicalisation et d'affaiblissement du militantisme. Les années 1980 sont marquées par la volonté de la direction syndicale de créer un outil spécifique, capable de prendre en charge les questions pédagogiques et disciplinaires. Le 21 mars 1984, la direction du SNES annonce la création de la revue *Degrés*, confiée à deux militants très engagés dans les mouvements pédagogiques, Françoise Chardin et Patrick Rayou – ce dernier étant par ailleurs chercheur en sociologie de l'éducation⁵⁶. Lors de la commission administrative du 18 avril 1984, les minorités critiquent cette initiative, qui sort selon elles du champ d'action légitime du syndicat. La revue connaît rapidement des difficultés, liées à la faiblesse numérique du public des lecteurs⁵⁷. Il est vrai que le nombre d'abonnés « reste très éloigné de l'objectif » que le syndicat avait fixé quelques

55 *Ibid.*

56 *L'Université syndicaliste*, n°91, 20 septembre 1984.

57 Le bulletin *SNES informations* du 21 juin 1984 précise que *Degrés* est déjà en difficulté.

mois plus tôt⁵⁸ et entraîne finalement la suppression de la revue en 1986⁵⁹. De fait, l'expérience montre à la direction du SNES les limites d'une expression syndicale en matière de spécialités qui ignorerait les associations de spécialistes.

Suite à cet échec, le syndicat change de méthode. Il se réoriente vers le projet d'une association capable de produire du matériel pédagogique et éducatif directement utilisable par les enseignants. L'idée se concrétise en 1987 avec la création par le SNES de l'Association pour le développement des auxiliaires pédagogiques et des technologies éducatives (ADAPT). Cette création illustre bien la montée du paradigme de « syndicalisme de service », qui vient s'ajouter à la réévaluation des relations entre le SNES et les associations de spécialistes. En effet, il s'agit désormais moins de produire une réflexion globale sur les contenus que d'offrir des produits pédagogiques utilisables par les professionnels. Par ailleurs, durant la même décennie, le SNES met l'accent sur les spécialités dites de « vie scolaire » (conseillers d'orientation, psychologues scolaires, CPE), qui lui paraissent à la fois porteuses de réflexion globale sur le fonctionnement de l'établissement scolaire et *a priori* moins conflictuelles que les contenus disciplinaires. Le syndicat participe ainsi à des assises nationales sur le sujet, avec plusieurs associations de spécialistes, le 22 mai 1982⁶⁰. De plus, l'investissement syndical de ce sujet paraît d'autant plus important que le système éducatif accorde une place croissante à la vie scolaire : le thème des violences scolaires, la loi d'orientation sur l'éducation de 1989, l'apparition des comités de vie lycéenne en sont autant d'illustrations. C'est ainsi que le SNES participe à l'Association nationale des organisations de psychologues, plateforme de défense de la psychologie scolaire durant les années 1980. Les deux organisations collaborent à la mise en place des « États généraux pour la psychologie de l'éducation » le 18 juin 1988 : le SNES s'installe comme un des acteurs de ce champ, confirmant que son intérêt pour les spécialités dépasse le sujet des contenus d'enseignement.

Les relations entre le SNES et les associations de spécialistes sont marquées par deux mouvements apparemment contradictoires dans les années qui vont

58 Louis Weber, « Contenus, en discuter maintenant », *L'Université syndicaliste*, n° 104, 7 février 1985.

59 *L'Université syndicaliste*, n° 144, 18 septembre 1986.

60 Y participent la SPAP (arts plastiques), la SPR (professeurs de russe), l'APEMU (Association des professeurs d'éducation musicale), l'APHG, l'APMEP, l'UPBM (professeurs de biologie et microbiologie), l'APBG.

de Mai 1968 à l'éclatement de la FEN en 1992. Elles ont connu des périodes de critiques parfois extrêmement aiguës. Dans le même temps, ces rapports sont marqués par une stabilité tout aussi notable, en particulier dans les actions communes ou la proximité des revendications.

Trois facteurs principaux semblent intervenir dans la transformation de ces rapports. Tout d'abord, des raisons internes au syndicat ont pesé. L'orientation de sa majorité, la manière dont le SNES s'est saisi des spécialités sont inscrites dans une certaine continuité de 1967 à la crise de sa fédération. Voulant concilier une approche critique de l'école et les équilibres propres à un syndicat majoritaire dans son champ, le SNES pouvait certes adresser des critiques aux associations de spécialistes – ainsi qu'aux contenus d'enseignement. Cependant, il n'a pas cherché à nier leur légitimité. Dans un second temps, des logiques relationnelles interviennent : l'intensité des rapports entre le champ syndical et le champ associatif a varié au cours de la période, notamment selon l'importance du militantisme simultané selon les deux champs. S'il est difficile de quantifier ce dernier, la désyndicalisation en a probablement réduit l'importance en limitant le nombre des militants les plus engagés. Enfin, il existe des facteurs moins maîtrisés, tant par le syndicat que par les associations : ce sont les évolutions du système éducatif et du monde enseignant ou les politiques scolaires. Ainsi, la question de la bivalence en collège (PEGC, projet d'école fondamentale) a renforcé par contrecoup l'alliance entre les deux types d'organisations durant les années 1970. Par-delà les variations de ces différents facteurs, une forte stabilité des rapports existe néanmoins sur l'ensemble de la période. Si le SNES a pu porter des critiques parfois sévères aux associations de spécialistes, les deux champs ne pouvaient ignorer qu'ils prétendaient chacun représenter les intérêts de la plus grande partie de leur champ d'adhésion. Ce principe de réalité explique que, malgré les bouleversements profonds du second degré, de 1968 à 1992, le SNES ait recherché régulièrement à s'allier aux associations de spécialistes, tout en s'appropriant progressivement la question des spécialités.